



©Charte des Voyageuses Éco-responsables

<http://blog.voyages-eco-responsables.org/>

Parce que la responsabilité de tout voyageur est engagée dès lors qu'il construit un programme, la Charte des Voyageuses-éco-responsables® donne les principales clefs de la réflexion, qui selon V.V.E., devrait être menée en amont de la conception du voyage, qu'il soit déterminé comme étant solidaire, équitable ou responsable :

- Une totale transparence du prix du voyage, assortie du pourcentage réel du prix revenant aux intervenants de terrain, qu'ils proviennent du Nord ou du Sud.
- Une information préalable objective déconnectée des effets de mode et des clichés et la non-utilisation des terminologies dithyrambiques dans les descriptifs.
- Une indication concernant la conception du voyage et de l'itinéraire. À savoir à qui appartient la « propriété intellectuelle » de l'itinéraire. Est-il sous-traité ? Et si oui à quel (s) partenaire (s) ?
- Une indication relative à la taille du réceptif local ou du sous-traitant éventuel, la mention des qualités et diplômes des intervenants, notamment des guides et accompagnateurs, et de l'ensemble des partenaires locaux. Le voyageur connaît-il personnellement le guide qui accompagne ses circuits ? S'agit-il d'un guide local, d'un accompagnateur français ou de l'association des deux savoir-faire ?
- Une prise en compte de la capacité de charge du territoire utilisé et l'indication claire de son mode de détermination.

- La prise en compte du facteur temps :
 - En allouant au voyage un rythme raisonnable et soutenable pour les visites prévues (mention de la durée de ces dernières), et en s'approchant le plus possible de la notion de *slow-travel*.
 - En intégrant le fait que les rencontres et imprévus font intégralement partie du programme et doivent se dérouler en conformité avec des objectifs d'échanges interculturels équilibrés dans un espace temps suffisant.
 - En bannissant l'inclination tendancielle qui consiste à vouloir tout montrer en un seul voyage, et à élaborer des programmes plus denses que la concurrence à des fins de récupération mercantile.
- Une information complète, objective, et vérifiable sur les retombées sociales et économiques des contrées visitées pensées en tant que territoires. La première d'entre elles étant le *pourcentage de la part de l'alimentation et des services* offerts aux clients provenant du pays ou de la contrée visité (e).
- Une présentation des actions solidaires (éventuelles) dans leur contexte, notamment en fonction des priorités établies pour les régions concernées et de leurs retombées sur le long terme.
- Le double engagement de la juste rémunération de l'ensemble des intervenants et de la non-utilisation de stagiaires à des postes requérant du personnel qualifié.
- La réflexion menée par l'organisme de voyages sur la compensation éventuelle des émissions de CO2 générées, les déplacements de ses clients et employés, et toute forme de « pollution » induite par son activité, y compris les effets socioculturels indésirables.

Ces 10 points suffisent à éclairer le néophyte aussi bien que le spécialiste sur la qualité du voyage proposé et de la réflexion globale menée lors de sa conception.